

Des professeurs veulent changer la finance

> **Débat** Un appel est lancé de Suisse

.....
Frédéric Lelièvre

«Pensée dominante.» «Dangereuse de son caractère dogmatique.» Ce mercredi, une vingtaine d'universitaires suisses et européens lancent dans nos colonnes un appel pour mettre la recherche et l'enseignement de la finance au service du bien commun. Rien n'a changé malgré la crise, selon eux. Le système continue de produire ses «analyses complaisantes sur les supposés bienfaits de la financiarisation» du système économique.

Parmi ces universitaires en colère figurent des chercheurs qui ont fait carrière dans ce courant dominant, comme Rajna Gibson, de l'Université de Genève, ou Marc Chesney de celle de Zurich. Leur appel rejoint d'autres initiatives pour tirer les leçons de la crise partie de l'éclatement de la bulle des «subprime» en 2007. L'Institute for New Economic Thinking,

qui compte plusieurs Prix Nobel, a ainsi été créé en 2009, avec le soutien du financier George Soros.

Directeur de l'Institut de banque et finance de l'Université de Lausanne, Eric Jondeau n'a pas été sollicité pour y apporter sa signature, mais il en «approuve certains aspects». Membre du Swiss Finance Institute, qui incarne le courant dominant, il explique que depuis la crise l'enseignement de la gestion des risques a été renforcé. A l'occasion des 100 ans de HEC Lausanne, consacrés au management durable, il travaille sur l'investissement responsable.

Professeur d'économie à IHEID, à Genève, Cédric Tille n'a pas encore signé l'appel, mais juge son principe «juste», même si «sa mise en œuvre concrète sera délicate». «Il y a eu une fascination pour la beauté abstraite des modèles, en macroéconomie aussi, analyse-t-il. Il ne faut toutefois pas abandonner ces outils, mais les utiliser de manière appropriée»

Les invités

Notre appel pour renouveler l'enseignement de la finance afin de mieux servir le bien commun

Les auteurs de cet appel constatent avec inquiétude que plus de trois ans après l'éclatement de la crise qui a fortement mis en lumière les écueils, limites et dangers ainsi que les responsabilités de la pensée dominante en matière économique, cette dernière continue à exercer un quasi-monopole sur le monde académique. Ce monopole tient au pouvoir institutionnel que ses inconditionnels exercent sur le monde universitaire et sur celui de la recherche. La domination, relayée par les prétendues meilleures universités, date d'il y a au moins un quart de siècle et est mondiale. Toutefois, la manière dont ce paradigme persiste malgré la crise actuelle met en évidence son ampleur et la dangerosité de son caractère dogmatique. Les enseignants et chercheurs, signataires de cet appel, constatent que cette situation limite la fécondité de la recherche et de l'enseignement en économie, finance et gestion, car elle les détourne des questions essentielles pour la société.

La recherche doit contribuer au bien-être commun et non produire des analyses complaisantes sur les supposés bienfaits de la financiarisation de l'économie

Cet appel est à la fois public et international et s'inscrit dans un cadre plus large d'initiatives convergentes. En effet, dans les conditions actuelles, le monde académique ne semble plus en mesure de former des esprits ouverts, novateurs et responsables, susceptibles d'affronter les défis actuels et ceux à venir. Cette situation n'est limitée ni à la Suisse, ni à l'Europe. La recherche doit contribuer au bien-être commun et non pas produire des analyses complaisantes sur les supposés bienfaits de la financiarisation de l'ensemble du système économique obtenus grâce aux avantages présumés de l'innovation et de la spéculation financière.

Les professeurs, enseignants et chercheurs sont dépositaires de la confiance de la société qui leur a donné pour tâche de la servir par la transmission et par la quête continue d'une meilleure appréhension de la réalité. C'est seulement dans ce contexte que la liberté académique a un sens, elle est responsabilité et non

licence. Ainsi, aujourd'hui, l'une des grandes priorités de la recherche en finance, économie et gestion devrait être d'examiner ses propres fondements et pratiques à la lumière des phénomènes qui ont conduit à la crise financière. C'est seulement à cette condition qu'il sera possible d'élaborer des politiques et remèdes permettant de retrouver un fonctionnement équilibré de l'économie.

Il est impératif de dépasser ainsi les discussions à huis clos entre spécialistes tous coulés dans le même moule. Par construction, de telles discussions sont incapables de remettre en question leurs propres présupposés. La situation actuelle requiert donc l'ouverture de ces disciplines à une investigation fondamentale qui est nécessaire pour apporter la distance nécessaire à leur régénéscence. Cet effort se heurte à une résistance interne forte et doit donc trouver des relais extérieurs. Pour affirmer un pluralisme d'approches, il convient donc de mettre en discussion les fondements (épistémologiques, éthiques et anthropologiques) des disciplines d'économie, de finance et de gestion.

En tant que dépositaires de la confiance des citoyens et producteurs d'idées qui influencent les comportements et les politiques, nous attirons l'attention de l'opinion publique et du monde politique sur le fait que les conditions d'accomplissement responsable de notre mission sont compromises. Cet appel s'adresse d'une part aux étudiants, jeunes chercheurs, collègues et acteurs économiques, et d'autre part à ceux qui exercent des responsabilités publiques en matière d'éducation universitaire et de recherche, recteurs et présidents d'institutions d'enseignement sans oublier les responsables des structures de financement de la recherche. Il leur revient, en premier lieu, de veiller à ce que les conditions nécessaires au renouvellement fondamental de nos disciplines et au retour au pluralisme des approches soient rapidement remplies.

Les professeurs de l'enseignement supérieur, signataires de cet appel suggèrent des pistes d'actions susceptibles de promouvoir le pluralisme, rempart contre les risques de l'aveuglement dogmatique et la dérive des politiques et des comportements qui en résultent. Ils proposent notamment:

– Qu'un examen critique rétrospectif soit initié, de manière à remettre à l'esprit de chaque chercheur la question de la pertinence, pour la société, des travaux qu'il produit grâce aux financements publics. La liberté académique ne saurait justifier de faire l'impasse sur la responsabilité des enseignants et chercheurs en la matière.

– Qu'au niveau institutionnel, le décroisement et l'interdisciplinarité soient réellement promus.

Il s'agit aussi de créer les conditions nécessaires à ce que la pluralité soit présente et reconnue à tous les niveaux de la hiérarchie académique:

– Par la prise en compte dans le recrutement de nouveaux professeurs de l'intérêt qu'ils portent à la résolution de problèmes d'ordre socio-économiques ainsi qu'en général à l'équité, la stabilité et la durabilité du système économique-financier.

– Par l'élargissement des critères d'évaluation de la recherche de manière à intégrer la pertinence des thèmes choisis, le contenu et le caractère interdisciplinaire des articles ou livres publiés et non pas seulement le nombre de publications dans quelques revues monolithiques.

La critique de la pensée dominante est une exigence scientifique. Il s'agit donc d'avancer sur ces pistes pour que le pluralisme devienne une réalité reconnue et appréciée et qu'il enrichisse

le débat public et éclaire les choix politiques.

Les signataires: Prof. Hon. Claude Auroi (IUHEID, Genève), Prof. Heinrich Bortis (Université de Fribourg), Prof. Marc Chesney (Université de Zurich), Prof. Paul Dembinski (Université de Fribourg), Prof. Denis Dupré (Université de Grenoble, France), Prof. Rajna Gibson (Université de Genève), Prof. Jean-Christophe Graz (Université de Lausanne), Em. Prof. Chris Lefebvre (Université catholique de Leuven, Belgique), Prof. Rafeal Matos (HES Sierre), Em. Prof. Claude Mouchot (Université de Lyon 2, France), Prof. Alfred Pastor (IESE - Barcelone, Espagne), Prof. Étienne Perrot (Institut catholique de Paris, France), Prof. HES Marie-Françoise Perruchoud-Massy (HES Sierre), Prof. Frédéric Poulon (Université Montesquieu - Bordeaux IV, France), Prof. Birger P. Priddat (Université de Witten/Herdecke, Allemagne), Gilles Raveaud (Maître de conférences, Université Paris 8 Saint-Denis, France), Prof. Sergio Rossi (Université de Fribourg), Prof. Jean-Michel Servet (IUHEID, Genève), Prof. Milad Zarin (Université de Neuchâtel).

Les collègues enseignants-professeurs ainsi que toute personne découvrant cet appel et souhaitant le signer peuvent le faire en ligne sur le site de l'Observatoire de la Finance <http://www.obsfin.ch/> et sur le blog <http://www.responsiblefinance.ch/appel/>